

## Patrick Brunot

Docteur d'État en Science Politique.  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.  
Professeur à Horizons University



# INCOMPRÉHENSIONS FRANCO-RUSSES

---

L'histoire des relations diplomatiques entre la Russie et la France a démontré la constance d'intérêts communs et d'une amitié sur le temps long de l'histoire civilisationnelle. Or, nous assistons aujourd'hui à un effondrement des différents liens, qu'ils soient diplomatique, économique, culturel, etc. entre les deux pays en raison de l'alignement atlantique de Paris. Cet alignement sur les objectifs géopolitiques américains en Ukraine et dans les Pays d'Europe centrale et orientale, obère la capacité de négociation stratégique dont est capable la France vis-à-vis de la Russie plus que toute autre puissance comme on l'a vu lors du Format Normandie. Le renversement français s'explique par la très grande proximité entre le personnel politique et médiatique français et les intérêts d'outre-Atlantique favorables à l'isolement de la Russie alors que le milieu économique est beaucoup plus nuancé. La question est posée de savoir si d'une dégradation nous n'allons pas passer à une rupture ou une crise grave en raison de la pression provocatrice de l'OTAN.

*The history of diplomatic relations between Russia and France has demonstrated the constancy of common interests and friendship over the long history of civilization. However, today we are witnessing a collapse of the various links, whether diplomatic, economic, cultural, etc., between the two countries because of the Atlantic alignment of Paris. This alignment with American geopolitical objectives in Ukraine and in the countries of Central and Eastern Europe hampers France's capacity for strategic negotiation with Russia more than any other power, as we saw during the Normandy Format. The French reversal can be explained by the great closeness between French political and media personnel and the interests on the other side of the Atlantic that are in favor of isolating Russia, while the economic environment is much more nuanced. The question is raised whether we are not going to go from a deterioration to a rupture or a serious crisis because of the provocative pressure of NATO.*

---

## Les russes sont-ils des incompris ?

Nous pouvons évidemment nous poser cette question si l'on parcourt la liste des « divergences » d'interprétations politiques franco-russes au cours de ces dernières années.

À la guerre froide avait succédé une période de consensus avec la création de la Grande Commission Parlementaire France-Russie, le Conseil de Coopération sur les questions de sécurité et la promotion commune de la multipolarité présentée comme un élément moteur de la diplomatie et du partenariat stratégique illustré par le dynamisme du G20 consacrant cette nouvelle période d'entente diplomatique.

Paris et Moscou avaient alors une analyse analogue de la sécurité européenne et des relations russes avec l'OTAN et l'UE y compris de la question sensible des visas.

Que s'est-il passé pour que certains évoquent aujourd'hui une nouvelle guerre froide ?

A-t-on oublié le projet d'une Europe de l'atlantique à Vladivostok pour envisager, de fait, une Europe de la Californie à Prague ?

### **Des relations diplomatiques normalisées**

Les relations franco-russes privilégiées à travers les siècles passés, en ayant surmonté bien des difficultés, se normalisent dans la plupart des domaines.

Le français garde la 3<sup>ème</sup> place derrière l'anglais et l'allemand et l'on entend parler de plus en plus chinois dans l'espace russe.

Le nombre d'étudiants français apprenant le russe s'est effondré. Il en est de même pour les échanges universitaires : rares sont les universités russes qui entretiennent des relations avec leurs homologues françaises alors qu'elles en ont avec d'autres pays européens, africains ou asiatiques.

Quant aux échanges économiques, après les sanctions consécutives au retour de la Crimée dans la Fédération de Russie, la pandémie n'a fait qu'amplifier le déficit puisque les exportations françaises sont descendues de 20 milliards d'Euro en 2014 à 15,5 milliards d'Euro en 2019 et ont diminué encore de 8 % en 2020. L'année 2021 a toutefois enregistré une nette progression.

Malgré tout, la France reste le 1<sup>er</sup> investisseur étranger en Russie en détenant le premier poste d'investissements directs devant l'Allemagne. En revanche, les investissements industriels russes en Europe sont inférieurs à ceux de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Italie réunies. La grande force de la présence économique française en Russie réside dans la multiplicité et la diversité des entreprises françaises introduites sur le marché. Plus de 600 entreprises avec du capital français mènent avec succès leurs activités. De même que dans le domaine

spatial, aérodynamique et technologique, la coopération franco-russe est loin d'être négligeable malgré les sanctions et l'interdiction d'exporter en Russie des biens à double usage. Néanmoins, la Russie est de train de réussir son pari de substituer leurs produits locaux aux produits importés.

La Russie qui était le 4<sup>e</sup> client de la France en 2014 est devenue son 8<sup>e</sup> client en 2021.

Les relations bilatérales suivent les décisions prises dans les instances européennes. Il arrive même que les autorités russes demandent à leurs homologues français de soutenir leur diplomatie, par exemple à Bruxelles, notamment dans le domaine de la politique énergétique ou le régime des visas. Dès lors, la diplomatie de la France (simple membre de l'Otan) et celle du couple franco-allemand qui n'a pas la même analyse sur la Russie, changent considérablement d'intérêt pour Moscou.

Le dialogue multilatéral est d'autant plus délicat à poursuivre dès lors que certains partenaires de la France, membres de l'UE, ne s'opposent pas au partenariat oriental dont l'objectif évident est de soustraire les anciennes républiques soviétiques à l'influence russe. La coopération avec l'Alliance Atlantique a cessé à la suite de la crise ukrainienne et de la politique des sanctions.

La rupture du contrat pour les deux bâtiments de projection et de commandement type *Mistral* a participé à intensifier cette ambiance délétère dans la mesure où la commande correspondait à une volonté de coopération malgré les réticences des ingénieurs russes.

Paris a suivi à la lettre les sanctions à l'encontre de la Crimée reprochant même à des parlementaires français de s'y rendre.

Désormais, il n'existe plus de convergences naturelles entre Paris et Moscou et il fallait alors s'attendre à une suspension de l'application du traité sur les forces conventionnelles en Europe.

La tonalité des organisations non-gouvernementales en faveur des droits de l'Homme ont suffi à créer dans l'opinion publique russe un net réflexe nationaliste.

À ce comportement s'ajoute le fait que Moscou considère que la France s'est éloignée de son héritage gaulliste d'indépendance nationale<sup>1</sup> en s'alignant désormais

---

1. « Il faut faire une Europe avec pour base un accord franco-allemand. Une fois l'Europe faite sur cette base, alors on pourra se tourner vers la Russie. On pourra essayer une fois pour toutes de faire l'Europe toute entière avec la Russie aussi dût-elle changer de régime », Charles de Gaulle (1949)

sur la politique américaine ou bien sur celle des États européens les plus atlantistes. Dans ces conditions, la France n'apparaît plus comme un partenaire prévisible puisqu'il y a divorce idéologique résultant d'une divergence dans les affinités culturelles et les intérêts géopolitiques fondamentaux. « La Russie apparaissant trop grande pour les occidentaux, ils veulent la faire éclater.<sup>2</sup> »

### **Les divergences nombreuses**

L'insistance française pour imposer comme préalable à tout règlement de la crise syrienne le départ de Bachar El Assad, le mandat donné à l'OTAN par le Conseil de Sécurité de l'ONU pour la Libye, la difficulté que rencontre la Russie pour limiter l'engagement de la France dans le voisinage oriental, le rôle nouveau de la Russie en Afrique, la politique à l'égard de la Crimée et du Donbass, la politique des sanctions toujours reconduites, la nature des relations avec la Biélorussie, les refus réciproques de reconnaissance des vaccins anti-covid... sont autant de divergences d'analyses de la géopolitique mondiale contribuant ainsi à augmenter les incompréhensions franco-russes et à provoquer des sujets de discorde accroissant en conséquences les positions antagonistes.

Le retour de la Russie en Crimée en 2014 a constitué le point d'orgue de cette incompréhension en s'accompagnant de nombreuses sanctions et mesures d'isolement toujours reconduites allant même jusqu'à exclure la Russie du G8.

En Afrique, la présence militaire russe de nature hybride ainsi que les ventes d'armes interpellent les militaires français dans plusieurs États dès lors que les stratégies n'y sont pas définies.

Ces divergences apparaissent également dans le domaine de l'écologie et de l'agriculture en raison notamment du réchauffement climatique qui, d'une part annonce un gigantesque potentiel agricole en Sibérie faisant perdre à l'UE son rôle traditionnel dans la « diplomatie du blé » et dans la sécurité alimentaire mondiale d'autre part.

Sans doute existe-t-il toujours une entente diplomatique minimale ne serait-ce que dans le domaine de la lutte anti-terroriste, les échanges scientifiques et culturels et la résolution de certains problèmes comme dans une certaine mesure le conflit du Haut-Karabagh mais le « dialogue franco-russe » n'a plus le dynamisme qu'il a connu dans le passé.

---

2. Vladimir Poutine, conférence de presse annuelle 20 décembre 2021.

## Une méconnaissance réciproque

Comment en est-on arrivé à une telle ambiance de part et d'autre ?

Très rares sont les journalistes qui présentent la Russie de façon objective. « La Russie est une force ouvertement hostile ne reculant devant rien pour s'ériger en menace contre l'Occident » annonce de manière péremptoire Cécile Prieur, Directrice de la rédaction de l'Obs<sup>3</sup>.

La quasi-totalité des médias et des oligarchies politiques sont contre la Russie parce qu'elle défend ouvertement des valeurs chrétiennes en s'opposant notamment à ce qu'elle considère comme des perversions, comme le « mariage pour tous ».

Cependant, pour des raisons évidentes, les milieux économiques sont beaucoup plus nuancés. Les patriotes français voient quant à eux dans la Russie un contrepoids à la domination américaine.

En réalité, la Russie demeure très méconnue de la majorité des Français. Les anciens la confondent souvent avec l'Union Soviétique, la prenant comme un avatar de cette dernière et les plus jeunes n'ont reçu aucune information objective sur l'évolution de ce grand pays depuis une trentaine d'années.

Les Français se gardent bien de porter un jugement tranché sur la politique économique de la Russie car ils ne la connaissent pas.

Si les générations passées lisaient volontiers la littérature russe et se passionnaient parfois pour l'histoire de ce pays, il n'en va plus de même aujourd'hui. Or, comment peut-on connaître un peuple et sa psychologie si l'on fait abstraction de ces approches élémentaires ?

Les meilleurs diplomates sont ceux qui connaissent le mieux l'histoire, l'économie et la psychologie des peuples mais ils sont rares ! C'est une démarche indispensable avant d'analyser la diplomatie d'un pays,

La découverte d'un État ne peut se limiter à la visite de sa capitale et de ses musées. Plus on s'éloigne de la capitale, plus on connaît un pays. C'est aussi sans doute très vrai pour la Russie.

Côté russe, on peut déplorer une profonde méfiance vis-à-vis du monde occidental et donc vis-à-vis de la France. Moscou déplore une menace à son encontre notamment par l'intermédiaire de l'OTAN dont elle accuse ses responsables de lui

---

3. N° 2981 du 9 décembre 2021.

avoir menti. Dès lors, pour le règlement des grands problèmes sécuritaires, Moscou préfère s'adresser directement aux puissants du moment comme les Américains ou les Chinois plutôt que de se limiter aux contacts bilatéraux ou avec une Union Européenne sans interlocuteur valables.

La dégradation des relations est-ouest à laquelle Nicolas Sarkozy et Dmitri Medvedev n'ont pas réussi à s'opposer, l'échec de la suppression des visas voulue par la Russie, la menace française de vouloir saisir la CIJ à la suite du bombardement d'Alep (2016), n'ont fait qu'alourdir le climat délétère entre les deux pays. Le fonctionnement du « Dialogue de Trianon » ou le résultat de la rencontre de Brégançon de l'été dernier n'ont pas été à la hauteur des attentes.

Toutefois, ce sombre tableau appelle plusieurs nuances puisque les années croisées franco-russes ont été une réussite, la cathédrale orthodoxe du Quai Branly a fini par voir le jour et les investissements français associés aux commerciaux ont augmenté (Airbus, Alstom...) même si le Président Macron a fait demi-tour en apercevant le stand russe lors du salon du livre à Paris en 2018 dont la Russie était l'invitée d'honneur.

Nul n'ignore que l'Otan et dans une certaine mesure l'UE constituent des paravents pour isoler la Russie mais les rencontres diplomatiques sur le format Normandie initiées par la France sont à mettre au crédit de la bonne volonté occidentale de trouver un consensus européen même si les accords de Minsk, actuellement dans une impasse notamment du fait de leur non-respect par les Ukrainiens, sont loin de réaliser leurs promesses.

### **Chantier diplomatique prioritaire : la crise ukrainienne**

Pour les français la souveraineté de l'Ukraine a été violée par la Russie qui a ignoré le droit international. C'est ainsi que le président de l'Assemblée Nationale écrivait à l'auteur de cet article : « La Russie a violé le territoire de l'Ukraine qu'elle s'était engagée à garantir dans le cadre du memorandum de Budapest lequel organisait le retour en Russie des armes nucléaires déployées sur le territoire ukrainien.<sup>4</sup> » Or ce *memorandum* n'a aucune valeur juridique puisqu'il n'a été ratifié par aucun des deux États.

Pour les russes, d'une manière générale, tout territoire majoritairement peuplé de russes doit être annexé même s'il appartient à un autre État. Les russes ne

---

4. Lettre de M. François de Rugis en date du 23 novembre 2017.

contestent pas le droit international relatif à l'intégrité du territoire souverain mais exigent la défense des droits de leurs compatriotes à l'étranger surtout pour ce qui est de leur langue et/ou de leur culture<sup>5</sup>. Le Président Poutine explique clairement qu'il est impossible de refuser la protection de la Fédération aux habitants de Crimée et du Dombass<sup>6</sup> d'une agression contre ces derniers constituant une « ligne rouge » à ne pas franchir.

Aujourd'hui Moscou montre en toutes circonstances une grande vigilance à l'égard de « cet étranger proche » qu'il se refuse à voir passer sous influence européenne ou atlantique, il y voit une « ligne rouge » infranchissable. « Comment les américains réagiraient si l'on mettait des missiles à la frontière canadienne ? » demande le Président Poutine<sup>7</sup>.

Vladimir Poutine est même allé jusqu'à menacer d'une catastrophe internationale ceux qui provoqueraient des relations russophobes à Kiev<sup>8</sup> car précise-t-il « l'Ukraine n'est pas un État, c'est notre ancien territoire ». C'est ainsi que pour les russes la Crimée n'a jamais cessé d'être russe alors que pour les Français, ignorant l'histoire et écartant le referendum, la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée a été violée par les russes.

Quant à l'OTAN, si la France ne s'est pas opposée au bombardement de la Serbie sans autorisation du Conseil de Sécurité en avril 1999, ni à l'adhésion des ex-républiques soviétiques à l'alliance Atlantique et qu'elle a pris la tête de la croisade anti-Kadhafi en soutenant le printemps arabe, elle s'est montrée plus stricte en ce qui concerne l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. (Perspective peu envisageable pour l'instant puisque l'unanimité des États membres est requise et qu'il est inopérant et même contre-productif d'accepter l'adhésion d'un État divisé comme la Moldavie, la Géorgie ou l'Ukraine).

La simple perspective d'une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN (et à l'UE) est de nature à empêcher tout arrangement en constituant une violation du partenariat stratégique et même un casus belli puisque les russes considèrent l'Ukraine comme la « mère de toute la Russie » et « la mère des villes russes » alors

---

5. « Russes et ukrainiens bénéficient d'une histoire commune, d'une culture commune et de racines spirituelles communes les vouant à un avenir commun » Vladimir Poutine, Forum économique de Saint-Petersbourg, 22 juin 2015.

6. Conférence de presse annuelle de Vladimir Poutine, 20 décembre 2021.

7. Conférence de presse annuelle, 20 décembre 2021.

8. Entretien à la télévision allemande le 13 novembre 2014 à Vladivostok.

que les Américains déclarent régulièrement que « la porte de la société atlantique reste ouverte pour l'Ukraine ».

Il est difficile d'imaginer que la Crimée et la Transnistrie puissent rester longtemps isolées sans un corridor de liaisons et d'accès à la Russie (à l'exception du pont de Kertch pour la Crimée).

La situation actuelle de l'Ukraine paraît donc bloquée si la neutralisation, la partition et/ou la fédéralisation paraissent impossibles et que l'Europe et la Russie ne parviennent pas à s'entendre sur une Ukraine ukrainienne ne dépendant d'aucune alliance militaire ou économique nécessairement exclusive. Dans ce cas, même si un conflit militaire classique paraît d'autant plus invraisemblable que beaucoup de citoyens ukrainiens se réfugient en Russie, la tension entre ces deux États risque non seulement de s'enliser mais également d'éclater en devenant « le théâtre d'un affrontement militaire » selon le vice-ministre des affaires étrangères Alexandre Grouchko<sup>9</sup>. Il est clair que l'intérêt des Russes est l'indépendance de l'Ukraine (armée par l'Occident) et celui des Américains le « pourrissement » d'une situation devant laquelle la diplomatie ne parvient pas à élaborer une solution acceptable. Il est vrai que la voie est étroite d'autant que la solution référendaire est totalement écartée par Kiev.

Comme pour l'Empire Ottoman au XIX<sup>e</sup> siècle, on est en droit de se demander si le monde atlantique souhaite aujourd'hui faire de la Russie le nouveau « malade de l'Europe » en attendant peut-être son démembrement.

Le format Normandie qui résulte d'une excellente initiative française n'en demeure pas moins inopérant pour sortir de la crise et trouver une solution durable. Peut-être aurait-il mieux valu initier un format Europe-Russie puisque ce sont les deux entités étatiques qui sont à même de mettre en application les décisions qui s'imposent à elles<sup>10</sup>. La Conférence de Genève de Janvier 2022 tentera de répondre à cet impératif difficilement accessible.

En définitive, la crise de confiance entre la France (un tiers des pays occidentaux refusent la normalisation) avec la Russie qui se manifeste ces derniers temps, s'explique sans doute par une interprétation différente des notions aussi simple que la justice, la liberté et l'égalité.

---

9. Réunion des ministres affaires étrangères européens, 22 février 2021.

10. Cf Patrick Brunot, « l'Ukraine : conflit géopolitique ou crise des civilisations », *Nouvelle revue Universelle*, Déc. 2015.

Par ailleurs, la France étant habituée à une succession rapide des idées, des modes et des dirigeants ; elle a par conséquent du mal à assimiler à quel point la Russie peut s'avérer stable pour ne pas dire intangible.

Les relations politiques sont anciennes et fortes mais la tentative de marginalisation de la Russie par la communauté internationale, les désaccords franco-russes sur la situation internationale sans oublier les tensions résultant de l'affaire Skripal et du cas Navalny ont contribué à accroître l'intensité des divergences et des contradictions sur les questions de la sécurité européenne.

Dans ces conditions, il semble inexact d'affirmer que la guerre froide soit terminée mais il paraît plus exact de dire qu'elle n'a jamais cessé et qu'elle s'est transformée. Certes le parti communiste n'est plus là pour donner une qualification idéologique à cette situation mais l'opposition stratégique suffit à créer un climat de tension qui ne fait plus penser à une vraie « guerre froide » mais à une « guerre tiède »<sup>11</sup>.

Mais la tonalité avec laquelle Paris a réagi à l'affaire Skripal, s'est associée au prix des droits de l'Homme décerné à A. Navalny par le Conseil de l'Europe et a soutenu la dénonciation américaine du traité sur les forces nucléaires intermédiaires suffisent à brouiller le consensus diplomatique.

Sans bien sûr qu'il y ait lieu de parler de rupture ou de danger imminent, il est incontestable qu'un nouveau chapitre dans les relations franco-russes s'est ouvert. Les Français ne sont plus très bien informés des réalités russes actuelles et Paris n'est plus un enjeu aussi fort pour Moscou bien que les positions proches sur la question de la prolifération des armes nucléaires, le projet Yamal LNG auquel la société Total est associée, suffisent à démontrer que la coopération n'est pas lettre morte.

Faut-il voir une lueur d'espoir dans la déclaration du Patriarche de Constantinople Bartholomé (défenseur du schisme avec l'Église orthodoxe de Russie) qui vient d'appeler les Ukrainiens à s'entendre avec le Patriarche de Moscou.

Les milliers de visiteurs que l'exposition Chtchoukine à la Fondation Vuitton, par exemple, attestent à l'évidence que les Français n'ont pas cessé d'être fascinés par la culture russe et certainement d'être persuadés qu'une mésentente franco-russe n'a jamais été à l'origine de « bons lendemains ». ■

---

11. Les troupes russes n'étaient pas stationnées l'été dernier à la frontière ukrainienne mais se situaient à environ 300 km de cette dernière dans le cadre de manœuvres classiques sur l'espace russe.